

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DE LA RURALITÉ

Direction des Politiques Economique et Internationale Sous-direction des soutiens directs, et des cultures et produits végétaux Bureau : des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales Adresse : 3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Gaëlle Regnard Tél : 01 49 55 45 60 Fax : 01 49 55 45 90 Mel : gaelle.regnard@agriculture.gouv.fr Réf. Interne : modernisation des serres Réf. Classement :	CIRCULAIRE DPEI/SPM/SDCPV/C2005-4002 Date: 07 janvier 2005
---	---

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et de la ruralité
à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Avenant n°4 à la circulaire DPEI/SPM/SDCPV/C2002-4004 du 22 février 2002 relative à la mise en œuvre par l'Oniflor du programme de financement de certaines dépenses de modernisation dans le secteur des serres maraîchères.

Bases juridiques : Circulaire DPEI /SPM/SDCPV/C2002-4004 du 22 février 2002 et Plan de Développement Rural National.

Résumé : nature des investissements subventionnables, engagements juridiques des producteurs, et respect des normes environnementales.

Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :

ONIFLHOR

Division Interventions Nationales
164, rue de Javel - 75739 PARIS cedex 15
Tél : 01 44 25 36 65 ou 01 44 25 36 41

MOTS CLES : SERRES MARAICHÈRES, INVESTISSEMENTS, MODERNISATION, EXTENSION

Destinataires	
Pour exécution : Mme et MM. les Préfets M. le Directeur de l'Oniflor M. le Directeur général du CNASEA Mme et MM. les D.D.A.F. Messieurs les Directeurs des Comités Economiques Mmes et MM. les techniciens agréés M le directeur du CTIFL	Pour information : DGA – DGAL – DAF – DGFAR – DRAF MEFI Direction du Budget 7A M. le Contrôleur d'Etat de l'Oniflor COPERCI Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture Fédération Nationale des Producteurs de Légumes FELCOOP INTERFEL Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles Jeunes Agriculteurs Confédération Rurale Coordination Rurale

Article 1 : nature des investissements subventionnables

Les normes AFNOR NF U 57-060 et 57-064 concernant la construction des serres sont remplacées par la norme européenne NF EN 13031-1. Les dossiers déposés en DDAF à partir de la date de signature du présent avenant devront être conformes à la norme européenne NF EN 13031-1. Pour les dossiers déposés antérieurement à la date de signature du présent avenant les normes AFNOR NF U 57-060, AFNOR 57-064 et NF EN 13031-1 sont utilisables.

La démolition des serres n'est plus retenue au financement. L'aide de l'Oniflor est réservée à la construction et à l'aménagement des serres. Ce point s'applique dès la date de signature du présent avenant.

Sont exclus du bénéfice de l'aide les tunnels et abris froids et leurs aménagements, les matériels spécifiques pour la culture de plants maraîchers ainsi que tous les matériels relatifs au conditionnement (le matériel de pesée et de convoyage pour la pesée ne sont pas considérés comme matériel de conditionnement), les consommables de manière générale, tels que les sacs de substrats et plastiques ainsi que tout matériel d'occasion et tout frais annexe (frais de déplacement, d'hôtel, de repas...).

Dans le cas où les fournisseurs n'assurent pas les travaux de montage ou d'installation de la serre, ces travaux s'ils sont réalisés par l'exploitant ou son personnel, pourront éventuellement être financés dans le cadre de la circulaire après élaboration et validation par la commission nationale serre de coûts forfaitaires relatifs à la main d'œuvre.

En cas de construction, les bâtiments relatifs aux quais, locaux techniques, locaux de conditionnement, sanitaires, bureaux... sont éligibles ; dans ces locaux, les matériels non spécifiquement liés à l'activité sous serre et les aménagements sont non éligibles (lavabos, tables, chaises...).

Article 2 : délai de présentation des dossiers de versement

L'avenant n°3 à la circulaire précisait qu'en cas de délivrance tardive de l'agrément par l'Oniflor, un délai supplémentaire de 6 mois après l'envoi de cet agrément était accordé au producteur pour fournir les pièces nécessaires au paiement. Passé ce délai, le dossier est considéré comme forclos et les crédits sont annulés. Les avances éventuellement versées doivent être remboursées.

Néanmoins, en cas de dépassement du délai prévu, pour des raisons non imputables directement au producteur (indisponibilité des techniciens DDAF pour réceptionner les travaux ou pour traiter le dossier, entreprise de contrôle non disponible pour attester de la norme de la serre...etc), le directeur de l'Oniflor pourra prolonger ce délai sur présentation d'un argumentaire circonstancié.

Article 3 : engagements du producteur

L'exploitation peut être amenée à évoluer juridiquement au cours de la période d'engagement de 5 ans. En cas de changement de statut, de reprise par une autre exploitation, de succession, de vente les engagements sont à la charge de la nouvelle structure, propriétaire de l'investissement pour la durée restant à réaliser.

En cas de modification de la structure juridique de l'exploitation au cours de la période d'engagement, la subvention pourra être recalculée sur la base du nouveau statut juridique de l'exploitation et du temps restant dû. Par exemple, un maraîcher JA ayant bénéficié de la subvention majorée vend au bout de 2 ans son exploitation à un maraîcher non JA : le repreneur devra reverser à l'Oniflor le différentiel de subvention (soit 3% de l'investissement initial) sur 3/5ème de la période. Ce recalcul de subvention peut conduire à une demande de remboursement de subvention mais en aucun cas à accorder un complément pour une situation plus favorable.

Par ailleurs :

- en cas de force majeure ou de circonstances personnelles graves (décès de l'exploitant, accident ou maladie invalidante, ...) conduisant à l'arrêt d'activité sans succession ou repreneur,
- en cas de crise économique grave et sur proposition de la DDAF,

le directeur de l'Oniflor pourra prendre la décision de ne pas prolonger tout ou partie des engagements de l'exploitant à leur terme.

Article 4 : respect des normes environnementales

Le producteur doit avoir mis son exploitation en conformité avec les normes minimales requises dans le domaine de l'environnement, au plan européen, national ou local, lors du dépôt de sa demande d'aide. Par ailleurs le producteur bénéficiaire s'engage à mettre dans les délais les plus brefs et au plus tard dans les cinq années après l'achèvement des travaux, les installations subventionnées en conformité avec les normes en vigueur au plan européen, national ou local, en matière d'environnement et notamment en ce qui concerne l'eau, l'énergie et le recyclage des déchets. En outre il doit tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité du personnel et respecter scrupuleusement les normes, notamment par rapport aux émissions de CO₂.

A ce titre, le producteur ne devra pas avoir fait l'objet, au cours des trois années précédant la demande d'aide, d'une condamnation pénale devenue définitive pour une infraction commise à l'occasion de l'activité de l'exploitation.

Article 5 : information des techniciens référencés

Compte tenu du rôle important que jouent les techniciens référencés dans l'établissement et le suivi des dossiers pour le compte des producteurs, l'Oniflor leur diffusera, chacun pour son compte, pour information l'ensemble des informations relatives aux dossiers qu'ils ont en charge sauf avis contraire exprimé par le producteur.

Article 6 : respect des plafonds du PDRN

Cette subvention est soumise aux conditions de plafonnement prévues par le Règlement développement rural et le Plan de développement rural national (PDRN) approuvé par la Commission européenne le 7 septembre 2000. En conséquence, elle est limitée, par projet, à un plafond d'investissement de 150 000 € par UTH (Unité de Travail Humain) dans la limite de 6 UTH.

Dans le cas de regroupements agricoles d'exploitations en commun, le plafond d'investissement éligibles à une aide pour un projet d'investissement pourra être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées dans la limite de trois.

Conformément à une notification à la Commission concernant le PDRN et acceptée le 19 avril 2002, ce point remplace le paragraphe du PDRN relatif au montant plafond d'aides publiques par période de cinq ans, repris dans la circulaire serres maraîchères du 22 février 2002 au point 5.1.

On entend par projet d'investissements éligibles, un projet fonctionnel répondant à des finalités cohérentes entre elles. Il appartient aux services instructeurs de définir le contour de ce projet. Pour ce faire ils se référeront à la note de service DGFAR/MER/SDEA/N2003-5019 du 23/09/03.

La visibilité d'une exploitation agricole par rapport à un projet économique s'appréciant sur du court ou moyen terme, les différents objets constituant le projet doivent avoir fait l'objet d'une demande de subvention au cours d'une période pertinente qui est fixée à 24 mois.

Le Directeur des Politiques
Economique et Internationale

Bruno HOT